

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : ENM

1^{er} concours

DATE : 08/06/16

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

amplienne s'applique
par l'effet de la loi

rest

rest

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

00264

NOTE

18 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

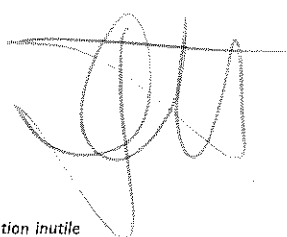
COMPOSITION DE

cas pratique de droit civil

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)



* Rayer la mention inutile

Il est interdit aux candidats de signer

d'établir scientifiquement

II: Action à intenter

Sur le fond

le point

la

Jean Petit affirme être le père de Paul, jusque-là tenu pour le fils de Monsieur Dupont et son épouse née Mademoiselle Dubois. L'établissement fortuit de relations entre Jean Petit et Paul au cours d'un séjour de celui-ci chez les parents de Jean Petit a fait naître un sentiment paternel qu'il souhaite voir reconnaître.

Il convient d'examiner successivement les moyens par lesquels Jean Petit pourra faire reconnaître sa paternité (I), l'action à intenter (II), les défenses qui pourraient être soulevées (III) et les conséquences de l'action si celle-ci aboutit (IV).

I: Moyens par lesquels Jean Petit peut faire reconnaître sa paternité:

Paul est né le 1^{er} février 2006 de Madame Dubois, mariée depuis 2001 à Monsieur Dupont.

En vertu de l'article 311-25 du code civil, la filiation maternelle est établie par désignation de la mère dans l'acte de naissance de l'enfant. On déduit de l'énoncé que tel est le cas en l'espèce, et que Madame Dubois est la mère de Paul par désignation dans l'acte de naissance.

En vertu de l'article 312 du code civil, l'enfant conçu ou né pendant le mariage est présumé avoir pour père le mari. Selon l'article 313 du code civil, il faut néanmoins que l'acte de naissance de l'enfant désigne le mari en tant que père pour que la présomption s'applique, et qu'une demande en divorce ou en séparation de corps n'ait pas été introduite plus de trois cent jours avant la date de la naissance de l'enfant.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

En l'espèce, rien ne permet de supposer que la présomption ne s'applique pas. Paul a donc un lien de filiation paternelle établi par l'effet de la loi à l'égard de Monsieur Dupont.

En vertu de l'article 310 du code civil, un lien de filiation légalement établi fait obstacle à l'établissement d'un lien de filiation qui le contredirait. Selon l'article 310-1 du code civil, la filiation est légalement établie par l'effet de la loi, par la reconnaissance volontaire ou par la possession d'état constatée par un acte de notoriété.

En l'espèce, Paul ne peut avoir deux pères, et a déjà une filiation paternelle légalement établie à l'égard de Monsieur Dupont. La paternité de Jean Petit sur Paul ne peut être reconnue qu'après contestation de la paternité de Monsieur Dupont.

Pour voir sa paternité reconnue, Jean Petit doit donc agir en contestation de la paternité de Monsieur Dupont. Il lui incombera d'apporter la preuve que Monsieur Dupont n'est pas le mari. S'agissant d'un fait juridique, la preuve peut être rapportée par tout moyen, en vertu de l'article 1367 du code civil. En outre, l'article 10 du code de procédure civile permet au juge d'ordonner toute mesure d'instruction légalement admissible. La jurisprudence a précisé qu'en matière de filiation l'expertise biologique est de droit, sauf motif légitime de ne pas y procéder (Cass. 1^{ère} civ., 28 mars 2000).

Or en l'espèce la contestation opposée par les parents contestés ne saurait être un motif légitime de ne pas procéder à l'expertise biologique. Jean Petit pourra donc bénéficier d'une expertise biologique permettant

Il est interdit aux candidats de signer

d'habiller scientifiquement

II : Action à intenter

Sur le fond

le prof

la

Jean Petit affirme être le père de Paul, jusque-là tenu pour le fils de Monsieur Dupont et son épouse née Mademoiselle Dubois. L'établissement fortuit de relations entre Jean Petit et Paul au cours d'un séjour de celui-ci chez les parents de Jean Petit a fait naître un sentiment paternel qu'il souhaite voir reconnaître.

Il convient d'examiner successivement les moyens par lesquels Jean Petit pourra faire reconnaître sa paternité (I), l'action à intenter (II), les défenses qui pourraient être soulevées (III) et les conséquences de l'action si celle-ci aboutit (IV).

I : Moyens par lesquels Jean Petit peut faire reconnaître sa paternité :

Paul est né le 1^{er} février 2006 de Madame Dubois, mariée depuis 2001 à Monsieur Dupont.

En vertu de l'article 311-25 du code civil, la filiation maternelle est établie par désignation de la mère dans l'acte de naissance de l'enfant. On déduit de l'énoncé que tel est le cas en l'espèce, et que Madame Dubois est la mère de Paul par désignation dans l'acte de naissance.

En vertu de l'article 312 du code civil, l'enfant conçu ou né pendant le mariage est présumé avoir pour père le mari. Selon l'article 313 du code civil, il faut néanmoins que l'acte de naissance de l'enfant désigne le mari en tant que père pour que la présomption s'applique, et qu'une demande en divorce ou en séparation de corps n'ait pas été introduite plus de trois cent jours avant la date de la naissance de l'enfant.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

En l'espèce, rien ne permet de supposer que la présomption ne s'applique pas. Paul a donc un lien de filiation paternelle établi par l'effet de la loi à l'égard de Monsieur Dupont.

En vertu de l'article 310 du code civil, un lien de filiation légalement établi fait obstacle à l'établissement d'un lien de filiation qui le contredirait. Selon l'article 310-1 du code civil, la filiation est légalement établie par l'effet de la loi, par la reconnaissance volontaire ou par la possession d'état constatée par un acte de notoriété.

En l'espèce, Paul ne peut avoir deux pères, et a déjà une filiation paternelle légalement établie à l'égard de Monsieur Dupont. La paternité de Jean Petit sur Paul ne peut être reconnue qu'après contestation de la paternité de Monsieur Dupont.

Pour voir sa paternité reconnue, Jean Petit doit donc agir en contestation de la paternité de Monsieur Dupont. Il lui incombera d'apporter la preuve que Monsieur Dupont n'est pas le mari. S'agissant d'un fait juridique, la preuve peut être rapportée par tout moyen, en vertu de l'article 1367 du code civil. En outre, l'article 10 du code de procédure civile permet au juge d'ordonner toute mesure d'instruction légalement admissible. La jurisprudence a précisé qu'en matière de filiation l'expertise biologique est de droit, sauf motif légitime de ne pas y procéder (Cass. 1^{ère} civ., 28 mars 2000).

Or en l'espèce la contestation opposée par les parents contestés ne saurait être un motif légitime de ne pas procéder à l'expertise biologique. Jean Petit pourra donc bénéficier d'une expertise biologique permettant

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

d'établir scientifiquement que Monsieur Dupont n'est pas le père de Paul.

II: Action à intenter

Sur le fondement de l'article 332 du code civil une action en contestation de paternité peut être intentée. En vertu de l'article 333 du code civil, lorsque la possession d'état est conforme au titre, l'action n'est ouverte qu'à l'enfant, l'un de ses père et mère, ou celui qui se prétend le parent véritable. La possession d'état se caractérise en vertu de l'article 311-1 du code civil par une réunion suffisante de faits qui révèlent le lien de filiation et de parenté, en partie le comportement des intéressés, la consécration des liens, et le nom porté par la personne.

En l'espèce, il ressort de l'énoncé que Paul est élevé depuis sa naissance par Monsieur et Madame Dupont. Il ne fait guère de doute que Monsieur Dupont jouit de la possession d'état de père à l'égard de Paul. L'action en contestation de paternité devra donc être intentée sur le fondement des articles 332 et 333 du code civil. Jean Petit se prétendant le père véritable, l'action lui est ouverte.

En vertu de l'article 318-1 du code civil, le tribunal de grande instance, statuant en matière civile, est seul compétent pour connaître des actions relatives à la filiation. La compétence exclusive de cette juridiction en matière d'état des personnes est en outre affirmée à l'article R. 211-6 du code de l'organisation judiciaire.

C'est donc devant la formation collégiale du tribunal de grande instance que devra agir Jean Petit. Quant à la compétence territoriale, il

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

conviendrait en vertu de l'article 42 du code de procédure civile de saisir la juridiction sur le ressort de laquelle le défendeur demeure.

III: Moyens de défense opposés par les époux Dupont

Les époux Dupont, assignés par Jean Leht, font valoir deux moyens de défense : la prescription de l'action et la violation de l'article 8 de la CEDH.

1) Prescription

En vertu de l'article 333 du code civil, l'action en contestation d'un lien de filiation établi par un titre auquel la possession d'état est conforme se prescrit par cinq ans à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent concerné. En outre, l'action est irrecevable lorsque la personne a joui d'une possession d'état conforme au titre pendant cinq ans depuis la naissance.

En l'espèce, Paul jouit encore de la possession d'état d'enfant de Monsieur Dupont, qui l'élève. Au jour de l'assignation, le 1^{er} juin 2011, il jouit de cette possession d'état conforme au titre de l'acte de naissance depuis cinq ans et quatre mois, de telle sorte que l'action serait prescrite en vertu du deuxième alinéa de l'article 333 du code civil.

Il convient néanmoins de se pencher sur l'application dans le temps de cette disposition, issue de l'ordonnance du 4 juillet

2005, Paul étant né avant son entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Or la jurisprudence a déterminé que dans le cas d'un enfant né avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance précitée, le délai de cinq ans prévu à l'alinéa deuxième de l'article 333 du code civil ne court qu'à compter du 1^{er} juillet 2006, date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance (Cass. 1^{re} civ., 27 février 2013). En l'espèce, le délai d'irrecevabilité de l'action court du 1^{er} juillet 2006 au 1^{er} juillet 2011, de telle sorte que l'action introduite par Jean Petit le 1^{er} juin 2011 doit être déclarée recevable.

2) Violation de l'article 8 de la CEDH

L'article 8 CEDH protège le droit à la vie privée et familiale. Sur ce fondement, la Cour EDH a condamné des dispositions empêchant l'établissement d'un lien de filiation incestueux (CEDH, 2005, B. et L. contre Royaume-Uni). En revanche, une marge d'appréciation est reconnue aux Etats dans la réglementation de la filiation paternelle (CEDH, 21 décembre 2010, Gardarov contre Bulgarie). Ainsi, s'il ne fait aucun doute que la possibilité d'une action en contestation de la filiation est une ingérence dans le droit à la vie privée et familiale des époux Dupont, celle-ci peut être justifiée si elle est prévue par la loi, nécessaire à la poursuite d'un intérêt légitime et proportionnée.

Or en l'espèce l'ingérence est prévue par la loi, poursuit l'intérêt de la reconnaissance de la vérité biologique (protection des droits

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

et libertés d'activité) et ménage par l'encadrement de l'action en équilibre entre les intérêts en présence. L'argument ne devrait donc pas prospérer.

IV : Conséquences de l'action

L'expertise biologique établit que Jean Petit est le père de Paul. Il s'interroge sur les demandes qu'il peut formuler en matière d'autorité parentale, de relations avec son fils, et de nom.

1) Autorité parentale

En vertu de l'article 372 du code civil, les père et mère exercent en principe en commun l'autorité parentale. Cependant, selon l'alinéa 2 de cet article, dans l'hypothèse où la filiation à l'égard de l'un des parents est établie plus d'un an après la naissance de l'enfant dont la filiation est déjà établie à l'égard de l'autre parent, ce dernier exerce seul l'autorité parentale, l'autorité parentale pourra néanmoins être exercée en commun si les père et mère font une déclaration conjointe à cet effet, ou sur décision du juge aux affaires familiales.

En l'espèce la filiation de Paul a été établie à l'égard de Jean Petit plus d'un an après sa naissance. Madame Dupont est donc seule titulaire de l'autorité parentale. Les époux s'opposant à un exercice conjoint de l'autorité parentale, il...

incombera à Jean Petit de Faire une demande en ce sens auprès du juge aux affaires familiales, qui évaluera l'intérêt de l'enfant.

2) Norm

En vertu de l'article 61-3 du code civil a contrario, l'enfant mineur dont la filiation est modifiée change de nom. Toutefois, la jurisprudence applique l'article 3 de la CIDE pour prendre en considération l'intérêt de l'enfant quant à l'opportunité de changement (Cass 1^{re} Civ, 17 mars 2010).